le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE
adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes
supplément au n° 1202

GRATUIT

1er Mai

L'anarchisme, c'est l'avenir!

Depuis des années le nombre de jours de grève annuel est au plus bas. Pour les boursicoteurs et les gouvernants, cela signifie que la gestion actuelle de l'État et des entreprises sont optimum et que tout va bien dans le meilleur des mondes des prédateurs.

Pourtant, dans le même temps, quelques coups de colère collectifs ont momentanément assombri l'horizon radieux des grands organisateurs de la mondialisation capitaliste. Si le plus marquant a sans aucun doute été le mouvement de novembre 1995, n'oublions pas l'étonnante manifestation de femmes qui l'a tout juste précédé. Incroyables furent aussi l'émergence des sans-papiers à la vie sociale et politique, la révolte des chômeurs, la lutte solitaire mais solidaire des enseignants de Seine-Saint-Denis, le conflit des routiers, Vilvorde ou Michelin.

L'absence d'adhésion populaire au libéralisme

Chacune de ses mobilisations nous aura surpris par la vitesse de sa propagation et sa capacité à être assumée et appuyée par une grande partie de la population.

Et c'est sans aucun doute ce mouvement d'adhésion et de solidarité populaire immédiate à ces luttes qui aura perturbé le plus les gouvernements successifs. En effet, la rupture de l'apparente inertie ambiante, ne serait-ce que quelques jours, brisait la légitimité des orientations politiques du pouvoir. À l'évidence et dans ces moments là, il s'avérait que l'assise sociale des dirigeants était beaucoup plus instable et précaire que ce que les statistiques quantitatives laissaient voir.

Néanmoins, chacun de ses assauts revendicatifs finissait par perdre de sa puissance et disparaissait des préoccupations quotidiennes. Il suffisait au gouvernement en place de faire le dos rond, d'attendre que l'orage passe pour ensuite continuer activement les réformes qui doivent, selon eux, nous faire entrer brillamment dans la modernité. Seul Juppé a été viré, mais l'essentiel de ses « idées » ont été reprises et appliquées par la gauche plurielle.

Depuis plus de vingt ans il y a une continuité de la politique de l'État, convergente avec celle du patronat et qui tend à créer les conditions d'une domination de classe renouvelée. Il s'agit de construire un rapport social basé sur une relation terroriste dans le sens ou la précarisation institutionnelle des individus comme des salariés donne tout pouvoir à la bourgeoisie de faire et défaire notre situation économique et sociale. Nous sommes déjà à chaque instant et dans tous les domaines, à la merci de leur volonté ou des aléas de leurs intérêts immédiats.

Cette nouvelle forme d'esclavage qui se met en place tient plus du lien relationnel pratiqué sous la féodalité que du salariat qui a prévalu durant le XIXe et XXe siècle. Ce projet est la conséquence directe d'une volonté idéologique de la bourgeoisie d'en finir avec la lutte de classes parce que cette lutte induit une action collective de la classe dominée.

Pour les possédants, il est beaucoup plus pratique et juteux d'affirmer que l'ordre existant est un ordre naturel et que toute tentative de passer outre se termine dans les affres de la dictature communiste ou autre.

Le mouvement social a mûri

Les anarchistes ne cessent de dénoncer les logiques capitalistes et l'encadrement étatique qui participent à la construction des violences faisant les choux gras des médias et le bonheur des tenants de la police de proximité de merde.

En soi, nos analyses pourraient être tenues pour insignifiantes, la démocratie représentative n'ayant pour le moment aucune raison de s'inquiéter de nos capacités militantes. Pourtant le fait que Jospin ait dû rassembler toutes les chapelles et sous-tendances de la gauche plurielle révèle une peur certaine de l'avenir.

Au fil des luttes de ces dernières années, la rupture, ancienne mais toujours latente, entre l'État et la société, a pris plus de vivacité et de réalité au fur et à mesure qu'était remise en cause l'identification de service public avec l'État. L'accroissement de la pauvreté dans une société produisant de plus en plus de richesses comme la mise en place d'une précarité de masse contribuent aussi à préparer les bases d'une contestation radicale de la société.

Dans le même temps, l'intégration de la gauche plurielle dans l'appareil d'État a joué comme un retardateur et un temporisateur pendant une longue période tout comme le Front national a troublé le jeu en jetant la confusion sur les causes et les responsabilités politiques du chômage. Enfin, l'effondrement du communisme totalitaire a obligé le mouvement social à s'interroger sur ses références, ce qui a limité pour un temps ses capacités de résistances à la pression capitaliste et étatique. Cette période de repli mais aussi de maturation est maintenant derrière nous.

Depuis plusieurs semaines, les conflits sociaux ne cessent de se développer, les pressions de la gauche plurielle n'arrivant plus à contenir les luttes.

Contrairement à la période précédente, il y a une prise de conscience de la nécessité de s'organiser dans la durée pour aboutir, comme est acquise l'idée qu'il n'y a rien à attendre des politiciens. Dans différentes villes, des salariés ont brûlé collectivement leurs cartes d'électeurs devant les médias, sous les applaudissements des manifestants. Ils sont prêt à passer à la démocratie directe.

Les travailleurs ne sont pas dupes du jeu douteux des grandes confédérations syndicales. Ils sont capables de s'auto-organiser dans des coordinations, au rythme des assemblées générales souveraines et décisionnelles. La progression très nette chez les travailleurs, d'un courant de sympathie pour des syndicats à caractère révolutionnaire, tel que la C.N.T. ou S.U.D., est aussi un élément important de structuration de l'imaginaire collectif.

L'heure est à la définition de mode de fonctionnement, de mandatement et d'organisation. Il est aussi à la définition d'un projet sociétaire permettant de fédérer les revendications par des propositions alternatives à la guerre individualiste imposée par le capitalisme.

Qui pourrait douter de la permanence des idées anarchistes lorsque l'on sait qu'en 1887 des militants anarchistes étaient condamnés et exécutés à Chicago pour contrer leur influence dans le mouvement ouvrier naissant. Depuis et en leur mémoire des manifestations furent régulièrement organisées chaque 1er Mai.

Qui pourrait douter de l'avenir des idées anarchistes lorsqu'on constate qu'aujourd'hui les concepts d'action directe, de démocratie directe et de gestion directe de la société sont à nouveau reprises par les salariés en lutte pour contrer les discours et pratiques des politiciens.

Ce Premier Mai soyons de celles et de ceux qui manifesterons pour l'émancipation économique et sociale, dans la liberté!

Bernard – groupe Déjacque (Lyon)

Colloque de la Fédération anarchiste

dimanche 30 avril 2000

Pour en finir avec la misère et l'ordre moral

Les anarchistes en lutte à l'aube du troisième millénaire

9 heures : ouverture des portes

de 9 h 30 à 10 heures :
Présentation de l'anarchisme et de la fédération anarchiste par Hugues (groupe Pierre Besnard – Paris)

de 10 heures à 12 heures :
Le jubilé de l'Église catholique : 2000 ans d'obscurantisme
Présentation de Régis (groupe Kronstadt – Lyon)
suivi d'un débat avec la salle

de 14 heures à 16 heures :
La précarité : une gestion capitaliste et étatique de la misère
Présentation de Bruno (groupe de Perigueux)
suivi d'un débat avec la salle

de 17 heures à 19 heures :
Le service public : analyses et propositions anarchistes
Présentation de Wally (groupe Louise Michel – Paris)
suivi d'un débat avec la salle

exposition sur la Commune de Paris

restauration possible sur place (sandwiches, boissons)

entrée libre

AGECA 177, rue de Charonne 75011 Paris
Métro : Alexandre Dumas

Manifestation du 1er Mai

La Fédération anarchiste vous donne rendez-vous

place des fêtes à 10 h 30

Pour en finir avec le jubilé et la précarité

A l'heure où l'Église catholique s'est fait un relookage de printemps pour passer le cap de la modernité du troisième millénaire. Le passage à l'an 2000 ressemble à s'y tromper à une remise à zéro des compteurs. On efface tout… et on recommence. Les prélats romains ont mis quatre siècles à s'assurer que la terre ronde tournait bien autour du soleil et de se fendre en 1986 d'un communiqué vaseux reconnaissant le système héliocentrique. Toutefois dans un élan jésuitique, et cela laisse rêveur, la curie romaine affirme qu'elle ne s'est pas trompée puisque Galilée n'a pas apporté la preuve de sa théorie. Il est des repentances qui sentent le bûcher (moins l'allumette). Pour finir de se mettre aux règles du troisième millénaire, la petite œillade œcuménique à destination des autres religions monothéistes a des allures de Yalta de la soumission et de l'aliénation. Une fois acquise l'idée de la liberté de religion (lire le libre choix de la divinité et non l'égale reconnaissance de la croyance ou son refus), il est proposé aux grands cultes monothéistes une mondialisation de leur domination dans une répartition pleinement partagée. Les anarchistes réfutent toutes morales dogmatiques (vérités révélées supranaturelles ou non) et y opposent une morale librement débattue et acceptée par ses protagonistes. Une laïcité sociale non garantie par l'État fondée sur le libre choix privé des convictions excluant tout rapport de domination.

Une contrainte lourde pour une domination partagée

Le modèle de domination des religions et autres sectes repose sur une constante. Elles doivent dominer les corps pour mieux soumettre les esprits. Il n'est dès lors pas surprenant de constater combien les jeûnes, restrictions de la sexualité, interdits, mutilations rituelles y sont coutumiers et nécessaires à leurs maintiens. Les commandos anti-I.V.G. ne peuvent être présentés comme des combats d'arrière-garde d'une Église en renouveau. Le rôle de la femme dans la famille et la société n'a pas évolué. Les Églises se présentent comme un monstre à deux têtes, capables de tenir un discours et son contraire. À y regarder de plus près, c'est toujours la même logique qui est en jeu. L'Église catholique veut bien dénoncer les excès du libéralisme à la condition que ses ouailles se soumettent à sa logique. Une lecture de la charité chrétienne. Soumettez-vous, acceptez votre sort avec fatalisme et nous implorerons ensemble les puissants de ne pas trop vous humilier. L'enjeu semble de taille puisque la marginalisation de la population est devenue la règle de fonctionnement de la société. Église, État et patronat s'entendent comme larrons en foire pour nous soumettre. Église et précarité sont les deux revers de la même médaille, tout comme soumission, exploitation sociale et répression sont constitutives de notre aliénation.

Lutter contre la précarité pour lutter contre la misère et pour l'égalité

Quand les anarchistes luttent contre la précarité, il ne s'agit pas dans notre esprit de fixer un tarif à partir duquel le capitalisme deviendrait acceptable. C'est à la misère qu'il entendent s'attaquer et imposer un partage égalitaire des richesses; une revendication de l'égalité économique et sociale dans la liberté. En finir avec la fatalité, relever la tête, s'exprimer, lutter pour la justice. Le discours dominant n'a eu de cesse de nous exhiber des « gagneurs » reléguant les autres au rang des ratés.

Le discours dominant nous vante les mérites du repli sur soi, la fin des grandes illusions syndicales, politiques et associatives. L'atomisation de la classe exploitée en une foule de minuscules compartiments (différence de statuts dans les entreprises, horaires, temps partiels, CDD, intérim) confine les individus dans une quête immédiate et individuelle de l'accession à la consommation sous les contraintes imposés par le système. Les anarchistes affirme que cette fuite est vaine et qu'il n'existe pas de liberté sans égalité (ni d'égalité sans liberté).

Nous ne saurions fermer les yeux sur le sort réservé aux sans-papiers. Il s'agit d'un esclavagisme déguisé dont les tenants du système s'accommodent fort bien et illustre à l'envi ce qu'est la précarité. Il pose les jalons de la main-d'œuvre docile, taillable et corvéable à merci, en vivant dans la terreur de l'expulsion. Cette situation illustre de façon prémonitoire les relations sociales que les dirigeants souhaitent étendre à l'ensemble de la société. Pour en finir avec la précarité, il nous faut nécessairement poser la question de la misère, et du partage égalitaire des richesses. Partage égalitaire et non un partage religieux qui consiste pour le puissant de se dessaisir d'une partie de son superflu par charité.

À l'heure où jamais la richesse produite dans la société n'a été aussi importante et qu'une frange importante de la société s'en trouve exclue (environ 6 millions de personnes en France) se pose de façon de plus en plus criante la question de leur partage. Les anarchistes, partout où ils sont investis, luttent contre toutes formes de dominations et d'exploitations, en militant pour la gestion directe, l'égalité économique et sociale et la liberté. C'est seulement à cette condition que nous pourrons en finir avec la précarité, la misère et l'aliénation.

Bruno. – groupe de la Villette

Affiche deux couleurs (fond violet) au format 40x60, éditée par le groupe Sacco et Vanzettti de la FA. En vente à la librairie du Monde libertaire au prix de 1 F l'unité ou 25 F les 50 exemplaires (chèque à l'ordre de Publico).

Gratuité des services publics

TRANSPORTS, SANTÉ, éducation, énergie, courrier… la notion de service public est souvent au cœur des luttes qui secouent le « pays ». Pour la très grande majorité des citoyens, le service aux publics, c'est l'égalité économique et l'entraide sociale au quotidien.

Entreprises nationalisées, administrations d'État, entreprises privées, etc., ce n'est pas la qualité du « propriétaire » qui importe (capitaux privés ou d'État), mais bien la fonction d'utilité sociale pour la population qui est déterminante. C'est-à-dire que si nous combattons la privatisation ou l'introduction des logiques du capitalisme dans le secteur public, nous ne menons pas pour autant une campagne pour la re-nationalisation de ces services.

Le gouvernement renforce l'État et détruit le service public

Dans une société qui se dit évoluée, les services AUX publics sont un droit inaliénable, donc non marchand: d'accès libre. Ils garantissent l'égalité des citoyen-ne-s du point de vue géographique, ils sont aussi facteurs d'entraide et de redistribution égalitaire des richesses. Ils touchent toutes les activités indispensables à la vie en société: L'éducation, le logement, la santé, les transports, l'accès aux communications, la distribution d'énergie. De nouveaux champs sont aussi en train d'apparaître: la gestion de la ville (au sens large), l'urbanisme, la gestion des ressources naturelles; la distribution alimentaire, etc.

Les socialistes « démocrates » ou autoritaires se lamentent sur la disparition progressive de l'État, c'est une erreur! L'État se recentre, il lègue au capitalisme toutes les activités lucratives qui concurrencent leurs entreprises, mais se renforce sur toute son activité régalienne, réglementaire, législative, etc. Ce sont les services publics qui disparaissent, mais ni l'armée, ni la police, ni les tribunaux. Pour sauver le service AUX publics, il faut donc le débarrasser des politiciens et de la logique de rentabilité financière.

Notre projet est de mettre le citoyen au centre des préoccupations du secteur public afin de définir son action en fonction des besoins de tous et non de ceux du capitalisme ou de l'État. Des dizaines de milliers d'emplois perdus depuis des années sont à re-créer. Pas n'importe lesquels, si effectivement personne ne contestera une embauche massive d'infirmières, de profs ou de conducteurs de bus, il est hors de question, de soutenir par opportunisme corporatiste, l'embauche de policiers, de contrôleurs, de matons et autres emplois socialement inutiles. Mais ce n'est pas suffisant. Si le service public c'est l'égalité des citoyens, l'égalité c'est la gratuité!

À la question: quelle serait la revendication immédiate qui permettrait de donner un sens égalitaire au service public? La réponse est: la gratuité.

Pour les anarchistes, il n'y a pas de liberté des individus sans égalité. Il n'y a pas non plus d'égalité des droits sans égalité économique et sociale. Or dans le cadre du système capitaliste, la gratuité est la seule garantie d'égalité sociale.

Wally. – groupe Louise Michel

Le Monde libertaire hors série n°14

en kiosque à partir du 6 avril - 20 F

Les anarchistes contre l'ordre moral • Les marchands du temple • Le QG de l'ordre moral • Ni clochers ni minarets • La guerre patronale aux coûts salariaux • Éducation : trajectoires précaires • L'enseignement sous la coupe des marchés • Quand ruralité rime avec précarité • L'éradication magique de la misère par la prison • Le Collectif Barbès se raconte • Expulsions forcées des sans-papiers en Belgique • Suzana, chronique d'une sans-papiers • Gros plan sur le Collectif sans ticket • Le nouvel esprit du capitalisme • La démocratie participative passée au crible • Pouy cafte tout sur le Poulpe

le monde libertaire

Rédaction-Administration: 145, rue Amelot 75011 Paris. Tél.: 01 48 05 34 08 Fax: 01 49 29 98 59

Bulletin d'abonnement

Tarif (hors série inclus)		France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois	5 n°	❑ 45 F	❑ 70 F	❑ 60 F
3 mois	13 n°	❑ 105 F	❑ 170 F	❑ 140 F
6 mois	25 n°	❑ 195 F	❑ 310 F	❑ 250 F
1 an	45 n°	❑ 350 F	❑ 530 F	❑ 400 F

Abonnement de soutien: 400 F. Abonnement étranger sous pli fermé: tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

(lettres capitales)

Nom ..... Prénom .....

Adresse .....

.....

Code postal ..... Ville .....

Pays ..... A partir du n° .....(inclus).

Chèque postal ❑ Chèque bancaire ❑

Virement postal (compte: CCP Paris 1128915 M) ❑

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration: 145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication: J. Toublet
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie: Les Informations dieppoises SA, 8, rue Claude Groulard, 76200 Dieppe.
Dépôt légal 44 145 – 1er trimestre 1977
Routage 205 – La Vigie
Diffusion N.M.P.P.

Place au peuple! Place à la Commune

Comment rester insensible face à la tragédie dont fut victime le peuple de Paris en ce printemps de 1871 (entre 35 000 et 60 000 morts). Comment ne pas voir la modernité de leurs décisions. Poussé à l'insurrection, par un gouvernement d'union nationale (de la gauche à l'extrême droite de l'époque). Le peuple de Paris a conquis sa dignité le 18 mars à Montmartre pendant que les courageux députés fuyaient vers Bordeaux. Il a redonné tout son sens à la citation qui orne nos bâtiments publics: liberté pour les individus; égalité sociale de tous les citoyens; fraternité entre les peuples!

La Commune de Paris a commis des erreurs militaires ou politiques, elle n'en reste pas moins un moment de notre histoire à redécouvrir tant pour ses idées que pour les pratiques sociales, la vie communale qu'elle réussit à mettre en place: élus révocables; coopératives autogérées; égalité entre hommes et femmes; séparation de l'Église et l'État; droit de vote pour les étrangers; réquisition des logements vides; etc. Les hommes et femmes politiques qui se bousculent pour les élections municipales devraient en tirer des leçons et nous « citoyens et citoyennes » aussi!

Nous vous invitons à découvrir une des figures les plus marquante de la Commune: Louise Michel conférence, exposition le samedi 29 avril à 14h30, place des Abbesses (M° Abbesses).